

Mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) surfaciques

France métropolitaine hors Corse

Notice d'information du territoire

« Céret - Céroc - Ségrassiès (OC_CECE) »

Campagne 2026

Les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) constituent un des outils majeurs de l'architecture environnementale de la politique agricole commune (PAC) pour :

- Accompagner le changement de pratiques agricoles afin de répondre à des enjeux environnementaux identifiés à l'échelle des territoires ;
- Maintenir des pratiques favorables sources d'aménités environnementales là où il existe un risque de disparition ou d'évolution vers des pratiques moins vertueuses.

Les MAEC concourent ainsi pleinement à l'accompagnement des systèmes d'exploitation dans la voie de la performance économique, environnementale et sociale et dans leur projet de transition agro-écologique.

Cette notice présente l'ensemble des MAEC proposées sur le territoire « Céret - Céroc – Ségrassiès » au titre de la campagne PAC 2026. **Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.**

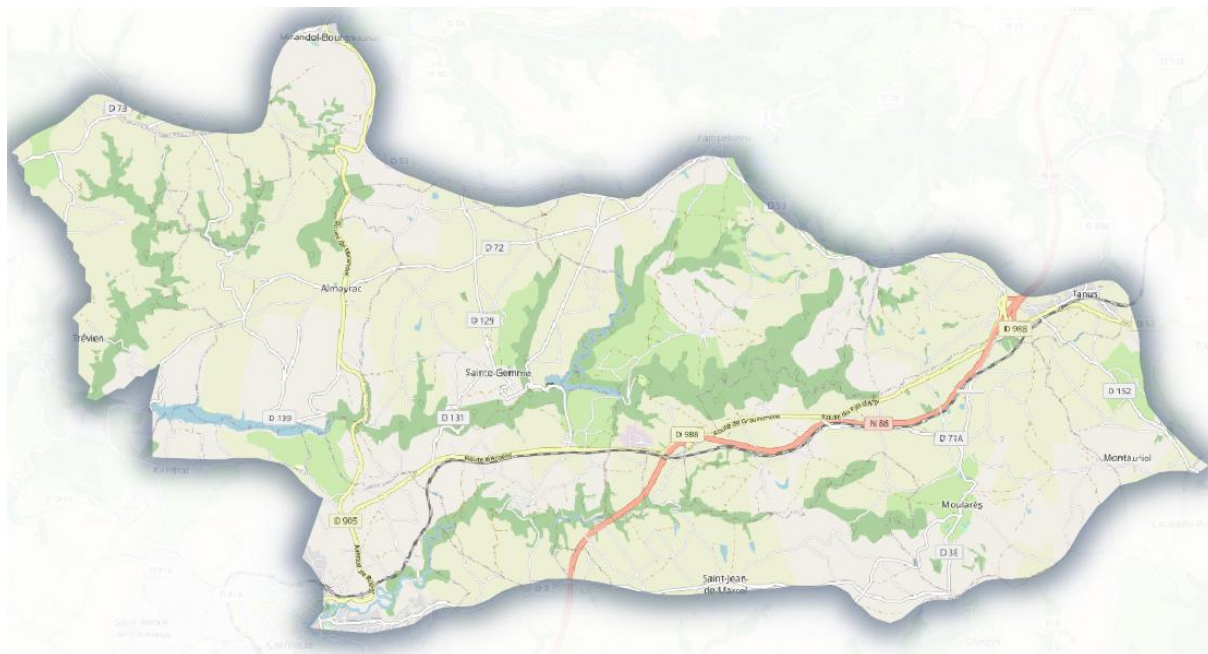
En complément, vous pouvez consulter la notice nationale d'information sur les MAEC et les aides à l'agriculture biologique pour la programmation PAC 2023-2027, disponible sous Télépac¹.

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides de la PAC, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous Télépac.

¹ <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>

1 PÉRIMÈTRE DU TERRITOIRE « CERET - CEROC - SEGRASSIÈS» ET CONDITIONS D'ACCÈS AUX MAEC

Le périmètre concerné correspond aux bassins versants du Céret Amont, Ségrassiès, Céroc et Béjans. Les principales communes concernées en partie sont : Tanus, Pampelonne, Moularès, Montauriol, Sainte Gemme, Almayrac, Trévien, Saint Jean de Marcel.



En ce qui concerne les mesures « systèmes », seules les exploitations dont au moins une parcelle se situe dans le territoire la première année d'engagement sont éligibles.

En ce qui concerne les mesures « localisées », une parcelle ou un élément est éligible à la MAEC dès lors qu'au moins une partie de la surface ou de l'élément est incluse dans le territoire la première année d'engagement.

2 RÉSUMÉ DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

LES ENJEUX	
<u>1. Reconquête du bon état des masses d'eau</u>	
Pression agricole	<ul style="list-style-type: none"> • l'occupation du sol et les pratiques agricoles associées, • le risque érosion qui peut impacter à la fois la qualité de l'eau en augmentant le risque de transfert des molécules phytosanitaires et des nitrates vers les eaux et le colmatage des cours d'eau (donc l'habitat et la vie aquatique). • l'usage des parcelles en bord de cours d'eau ou des berges : l'accès direct du bétail dans le cours d'eau, le sur-entretien de la ripisylve... • des pics en nitrates relativement élevés sur les têtes de bassin versant et une tendance à la hausse sur les 2 dernières années • des molécules phytosanitaires détectées en cours d'eau
Pression domestique	également présente sur le territoire avec 2 STEP pouvant exercer une pression
Pression hydro - morpho	<ul style="list-style-type: none"> • La continuité du cours d'eau du Céret est perturbée par 2 barrages. De fait, son hydrologie est également perturbée ; le nombre important de plans d'eau y contribue également. • Le piétinement des berges et l'absence ou la discontinuité de la ripisylve sont les principales causes de dégradation des berges et de la morphologie du cours d'eau.
Zones humides	la préservation et la restauration des zones humides, qui sont en majorité des prairies humides sont importantes.
<u>2. Garantir la qualité de l'eau potable produite à partir du captage de la Roucarié</u>	
<p>Jusqu'à présent, la problématique concernant la production d'eau potable est recentrée autour de la détection de 2 métabolites : l'ESA métolachlore et l'ESA métazachlore. Recherchées depuis 2014, ces molécules sont détectées quasi systématiquement dans l'eau brute à des teneurs dépassant fréquemment le seuil des 0.1 µg/L.</p> <p>Elles sont également détectées en cours d'eau à des teneurs relativement élevées : entre 0.27 et 0.57 µg/L d'ESA métolachlore sur le Céroc et autour de 0.1 µg/l sur le Céret en 2018-2019.</p> <p>Outre ces 2 molécules problématiques le bureau d'études en charge de la réalisation du bilan du suivi qualité de l'eau au cours du PAT a établi une liste de vigilance autour de 33 molécules au niveau des retenues.</p>	

3. Maintenir l'activité agricole du territoire

L'objectif est de pouvoir répondre aux 2 enjeux précédents tout en permettant le maintien d'une activité agricole viable sur le territoire.

L'objectif est de concilier la préservation de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques avec les activités agricoles existantes. En effet, l'agriculture est la principale activité économique et sociale du territoire, il est primordial de faire en sorte qu'elle puisse perdurer et s'adapter à ces enjeux environnementaux, ainsi qu'au changement climatique. Pour se faire, il sera donc indispensable de prendre en compte les situations économiques des exploitations ainsi que les freins et leviers existants à l'échelle des exploitations et du territoire (notamment en termes de filière) pour faciliter l'adoption des actions proposées.

L'AGRICULTURE

Nb exploit.	226 exploitations ayant au moins 1 parcelle dans le bassin versant. L'activité dominante est la polyculture-élevage
Typologie dominante	Polyculture élevage
Assolement	50 % prairies. 30 % céréales. Le reste de la SAU est composé de maïs (dont maïs semence semences sous contrat), du colza, du tournesol et autres cultures plus minoritaires.

3 LISTE DES MAEC PROPOSÉES SUR LE TERRITOIRE

Deux types de mesures sont proposés :

- Des **mesures « systèmes »** pour lesquelles l'exploitant doit obligatoirement demander à engager au moins 90 % des surfaces éligibles à la MAEC de son exploitation ;
- Des **mesures localisées** qui peuvent être mises en œuvre sur certaines parcelles de l'exploitation et permettent de répondre à des enjeux plus spécifiques et localisés (biodiversité notamment).

Liste des MAEC proposées :

Type de couvert et/ou habitat visé	Enjeu environnemental visé	Code de la mesure	Type de mesure (système ou localisée)	Objectifs de la mesure	Montant (€/ha/an)	Financement ²
Terres arables		OC_CECE_FER6	Système	Réduction de la pression azote et pesticides	212	FEADER AEAG / ETAT
Terres arables + Prairies permanentes	EAU	OC_CECE_HBV1	Système	Accroître l'autonomie alimentaire des exploitations	121	
		OC_CECE_HBV2	Système	Accroître l'autonomie alimentaire des exploitations	177	
		OC_CECE_HBV3	Système	Accroître l'autonomie alimentaire des exploitations	233	
	EAU	OC_CECE_MHU1	Localisée	Préserver les milieux humides	150	FEADER

² Liste des financeurs potentiels. Le plan de financement sera arrêté après instruction en fonction des règles d'intervention des cofinanceurs nationaux.

Type de couvert et/ou habitat visé	Enjeu environnemental visé	Code de la mesure	Type de mesure (système ou localisée)	Objectifs de la mesure	Montant (€/ha/an)	Financement ²
Prairies Permanentes		OC_CECE_MHU2	Localisée		201	AEAG / ETAT
		OC_CECE_PRA1	Localisée	Préserver et maintenir les surfaces herbagères et pastorales	51	
		OC_CECE_PRA2	Système		88	
		OC_CECE_PRA3	Localisée		72	

Une notice spécifique à chacune de ces mesures, incluant le cahier des charges à respecter, est jointe à cette notice d'information du territoire « Céret - Céroc – Ségrassiès ».

4 MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

Plancher annuel :

L'engagement dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire est possible uniquement dans le cas où cet engagement représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros. Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de la demande d'engagement en première année, celle-ci sera irrecevable.

Plafond annuel pour les exploitations agricoles :

Le montant total des aides versées à un demandeur autre qu'un groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC) au titre des MAEC ne pourra dépasser un montant annuel (tous financeurs confondus) de 7 500 € par bénéficiaire.

Par exception, le plafond annuel par bénéficiaire est porté à 10 000 € si l'une des deux conditions suivantes est remplie :

- engagement d'une surface supérieure à 15 hectares dans la MAEC OUV2 en zone de coupure d'un territoire à enjeu DFCI ;
- engagement dans une ou plusieurs MAEC cofinancées par une Agence de l'eau.

Pour les GAEC totaux, le montant maximum des aides défini ci-dessus est multiplié par le nombre d'associés remplissant les critères individuels d'éligibilité.

En conséquence, aucun engagement qui conduirait à dépasser le montant plafond en première année d'engagement ne pourra être accepté.

Plafond annuel pour les entités collectives :

Est qualifié d'entité collective toute personne morale juridiquement constituée gérant en responsabilité directe des surfaces dont elle est propriétaire ou locataire à des fins d'utilisation collective par les troupeaux de ses membres ou ayants droit.

Le montant total des aides versées à une entité collective au titre des MAEC ne pourra dépasser un montant annuel (tous financeurs confondus) déterminé selon les règles spécifiques précisées à l'article 3 de l'arrêté préfectoral relatif aux engagements agroenvironnementaux et climatiques en 2026 de la région Occitanie (consultable sur le site internet de la DRAAF : <https://draaf.occitanie.agriculture.gouv.fr/arrete-relatif-aux-engagements-agroenvironnementaux-et-climatiques-en-2026-de-a9916.html>)

5 CRITÈRES DE PRIORISATION DES DOSSIERS

Les critères de priorisation permettent de classer les demandes d'aide lorsque le nombre de demandeurs éligibles est supérieur aux capacités de financement. Dans ce cas, les dossiers sont engagés par ordre de priorité en fonction des critères définis.

Ces critères de priorisation sont précisés dans la notice spécifique de chaque mesure.

3 niveaux de priorités ont été fixé globalement :

- Priorité 1 : les mesures EAU – CLIMAT et SOL sur les territoires OC_CECE et OC_ZERE : puisqu'il s'agit des territoires prioritaires du contrat de rivière sur les enjeux agricoles et dans un objectif de réduction des pressions nitrates et phytosanitaires.
- Priorité 2 : ensemble des mesures « Zones Humides » sur l'ensemble des territoires du PAEC puisque la préservation des zones humides est une des actions prioritaires du contrat (sur ces territoires).
- Priorité 3 : les mesures EAU – CLIMAT et SOL sur les territoires OC_CERO et OC_AURA. Effectivement, l'enjeu reconquête du bon état des masses d'eau est bien présent sur ces 2 territoires mais pour l'instant peu d'animation agricole a été mise en place. Il est cependant important d'ouvrir ces mesures sur ces territoires et de pouvoir les proposer aux agriculteurs ayant une entrée « zones humides » puisque l'idée générale du contrat de rivière est d'avoir une approche globale de l'exploitation

6 COMMENT FAIRE LA DEMANDE D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

Pour vous engager dans une MAEC en 2026, vous devez obligatoirement déposer une demande d'aide avant le 15 mai 2026 lors de votre déclaration PAC dans Télépac :

- En cochant la case correspondant aux MAEC 2023-2027 à l'étape « Demande d'aides » ;
- En dessinant les éléments graphiques pour lesquels une aide est demandée (éléments surfaciques, linéaires ou ponctuels) à l'étape « RPG MAEC/BIO », selon les instructions figurant dans la notice explicative de la télédéclaration des MAEC³, en précisant le code de la mesure demandée ;
- *Le cas échéant, si une ou plusieurs mesures proposées sur le territoire reposent sur des surfaces cibles (OC_CECE_PRA1 et OC_CECE_PRA2) : En cochant à l'étape « RPG » les surfaces cibles ;*

Concernant les mesure(s) :

- OC_CECE_HBV1
- OC_CECE_HBV2
- OC_CECE_HBV3
- OC_CECE_MHU1
- OC_CECE_MHU2
- OC_CECE_PRA3

vous devez également déclarer les effectifs animaux autres que bovins dans l'écran correspondant sur Télépac, afin que la DDT(M) soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux de votre exploitation.

³ Disponible sur Telepac : <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>

7 CONTACTS

Pour toute information complémentaire, contacter la structure animatrice du territoire :

Syndicat de Bassin Cérou Vère

Clotilde Coupiac – 07 86 11 88 19

animation.rurale@cerouvere.fr

Ou

Chambre d'agriculture du tarn

Marie Line Cazenave - 06 69 47 70 08

ml.cazenave@tarn.chambagri.fr